

Logement de Transition



Advocacy Centre
for Tenants Ontario

Tenant Duty
Counsel Program

Aperçu

Qu'est-ce que le logement de transition?

Le logement de transition est un logement temporaire qui sert de passerelle entre un refuge d'urgence et un logement stable. Il est destiné aux personnes et aux familles en situation d'itinérance, y compris les survivants de violence. D'autres termes couramment utilisés pour désigner le logement de transition sont «logement de deuxième étape», «logement relais» et «logement avec services enrichis» (Sylvia et al, 2009).

L'objectif principal du logement de transition est de fournir un logement stable ainsi que du soutien spécialisé tel que des services de conseil, de garde d'enfants, de santé mentale, de gestion de cas, d'aide à la recherche d'un logement et d'un emploi, d'éducation et d'autres ressources qui permettent aux résidentes de se remettre sur pied et de trouver un logement permanent. Les résidentes se voient généralement accorder un séjour de trois mois à deux ans, dans le but précis d'assurer une stabilité à long terme en matière de logement et d'empêcher les personnes de retomber dans l'itinérance.

À qui sont destinés les logements de transition?

Les logements de transition offrent un soutien aux personnes ayant des besoins complexes, notamment celles qui ont subi des traumatismes, qui ont des antécédents de toxicomanie, de violence et de troubles mentaux, et qui ont besoin de plus qu'un simple endroit où vivre. Voici quelques exemples de catégories de personnes qui ont longtemps compté sur les logements de transition pour accéder à une vie indépendante:

Les survivants (femmes, jeunes et personnes de genre divers) de violence domestique et familiale

Les personnes en convalescence après une toxicomanie

Les personnes souffrant de problèmes de santé chroniques, y compris les personnes handicapées

Les personnes ayant purgé une peine d'emprisonnement

Les réfugiés et les demandeurs d'asile

Importance des programmes de logement de transition

La demande de logements de transition n'est pas un phénomène récent, mais bel et bien un défi permanent qui persiste depuis des années. Les programmes de logement de transition offrent un environnement plus structuré et plus favorable aux survivants, car ils mettent l'accent sur le renforcement de compétences personnalisé et sur la résolution des problèmes qui les ont entraînés dans l'itinérance.

Les résultats de la recherche menée par l'ACTO dans le cadre de son étude intitulée « [The Journey to Housing Stability for Survivors of Gender-Based Violence](#) » (ACTO, 2025) ont révélé que les participants ayant une expérience vécue et les prestataires de services ont mis en avant trois facteurs clés qui ont contribué au succès des programmes de logement de transition :



Les services de soutien tels que le conseil, l'aide à la recherche d'emploi et la gestion intensive des cas ont aidé les résident.e.s à acquérir des compétences utiles dans la vie quotidienne.



Les résidents ont tissé des liens grâce à leurs expériences communes, créant ainsi un environnement communautaire propice à l'apprentissage et au soutien entre pairs.



Le délai plus long a permis aux résident.e.s de faire face aux facteurs de stress et d'élaborer leur stratégie pour les étapes suivantes, en toute tranquillité.

Les participants ayant une expérience vécue ont suggéré que l'expansion des logements de transition et la prolongation des séjours dans les refuges permettraient d'éviter que les personnes se retrouvent en situation d'itinérance. En effet, **les résidents des logements de transition bénéficient d'un séjour prolongé pouvant aller jusqu'à deux ans**, dans des logements pour la plupart indépendants, ce qui constitue la meilleure option pour les survivants qui fuient la violence de guérir sans pression. Ce modèle a permis d'améliorer la situation des survivants et d'assurer une stabilité à long terme en matière de logement.

“

Je n'ai jamais été aussi sereine qu'aujourd'hui. Personne n'est autorisé à venir chez moi ici, car c'est un refuge [de transition] pour femmes.

- Personne interrogée ayant vécu cette expérience (LE13)

“

Le but est de briser le cycle de la violence, et laisser une cliente partir alors qu'il y a un risque qu'elle revienne va à l'encontre du travail que nous essayons de faire. Les deux années de travail que nous avons accomplies avec ces personnes seraient pratiquement inutiles si nous les laissions partir avant qu'elles ne soient vraiment prêtes.

- Prestataire de services (SP08)

Logements de transition en Ontario

Dans tout l'Ontario, plus de 268 000 ménages sont toujours inscrits sur la liste d'attente pour un logement social, avec un délai d'attente moyen supérieur à cinq ans (AMO, 2025). Cette pénurie de logements abordables et adaptés signifie que lorsque les personnes quittent un logement de transition, elles se heurtent à des obstacles importants pour trouver un logement convenable.

Les programmes de prévention de l'itinérance se sont développés dans tout l'Ontario. Il convient de noter que les soutiens par le programme de logement de transition ont connu une croissance régulière, le nombre de gestionnaires de services faisant état de tels programmes étant passé de 64 % en 2021 à 79 % en 2024 (AMO, 2025). Les résultats de notre recherche ont montré que 32 % des participants ayant une expérience vécue avaient séjourné dans des logements de transition spécialisés pour les survivants de violence fondée sur le genre. Le séjour dans un logement de transition a été décrit comme un facteur favorisant leur bien-être dans l'ensemble et contribuant à leur réussite dans l'obtention d'un logement stable.



Malgré la demande croissante de programmes de logement de transition, le développement de logements de transition supplémentaires reste sous-financé (Maytree, 2025). Les logements de transition reçoivent un financement gouvernemental très limité dans le cadre d'accords de partage des coûts avec le gouvernement fédéral au titre de la Stratégie nationale sur le logement. En d'autres termes, le financement est une responsabilité partagée entre les partenaires fédéraux et municipaux qui agissent en tant que gestionnaires des programmes locaux de logement et déterminent l'admissibilité. Il en résulte un manque de sources de financement désignées, ce qui a contribué à une pénurie nationale de logements.

En 2021, la [Société canadienne d'hypothèques et de logement \(CMHC\)](#) s'est engagée à allouer 420 millions de dollars sur cinq ans à la construction d'au moins 38 refuges et 50 nouvelles maisons de transition (SCHL, 2024) dans le cadre du programme du Gouvernement du Canada appelé [la voie fédérale concernant les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées](#) pour les femmes, les enfants et les personnes 2SLGBTQIA+ autochtones qui fuient la violence fondée sur le genre. Bien qu'il s'agisse d'un pas en avant, des lacunes subsistent.

Principaux défis et lacunes liés au logement de transition

Le logement de transition en Ontario est confronté à de graves lacunes:

1

Les survivants sont coincés :

Avec la crise actuelle du logement abordable qui touche l'Ontario, les survivants se sont retrouvés contraints de quitter leur logement de transition abordable et de faire face à la crise du logement locatif. En conséquence, les résidentes demandent des prolongations pour rester plus longtemps que prévu, bloquant ainsi l'accès à d'autres personnes dans le besoin.

Après les deux ans, où vais-je aller? Recommencer à zéro? Aller vivre chez mon frère? Recommencer tout le processus, 15 jours ici, 4 mois là-bas, puis trouver à nouveau un logement? Nous sommes simplement laissés dans l'incertitude. Je ne comprends pas pourquoi.

- Personne interrogée ayant vécu cette expérience (LE16)

2

Absence de Protection des locataires:

De nombreux résidents de logements de transition ne sont pas couverts par la loi sur la location à usage d'habitation (RTA), ce qui signifie:

- Absence de bail officiel
- Absence de procédure d'expulsion légale
- Moins de droits par rapport aux locataires de logements résidentiels traditionnels

3

Obstacles culturels ou systémiques:

Les programmes peuvent ne pas être adaptés à la culture des personnes handicapées, des Autochtones, des Noirs et d'autres communautés racialisées. De nombreux survivants passent entre les mailles du filet en raison de la langue, d'un handicap ou de la discrimination.

4

Absence de définition claire:

En Ontario, il n'existe pas de cadre juridique clair pour les logements de transition. De ce fait, de nombreux programmes opèrent dans une zone d'ombre entre les refuges et les logements permanents. Il est donc difficile de protéger les locataires ou de mesurer les résultats.

Recommandations stratégiques relatives aux logements de transition :

- 1 Augmenter le financement stable:**
Augmenter le financement stable et prévisible, en particulier pour les programmes dirigés par les Autochtones, adaptés à leur culture et accessibles aux personnes handicapées.
- 2 Clarifier le rôle du gouvernement:**
Établir une juridiction claire en matière de logements de transition afin de garantir une réglementation efficace et la responsabilité du respect des engagements envers le soutien aux prestataires de services dans tout l'Ontario.
- 3 Imposer des pratiques tenant compte des traumatismes et adaptées à la culture:**
Établir une juridiction claire en matière de logements de transition afin de garantir une réglementation efficace et la responsabilité du respect des engagements envers le soutien aux prestataires de services dans tout l'Ontario.
- 4 Faciliter le suivi des données sur les résultats:**
Mettre en place un mécanisme provincial pour le suivi systématique des services de logement de transition et de leurs résultats.



Pour en savoir plus sur les logements de transition adaptés aux survivants de violence fondée sur le genre, consultez le rapport de recherche «[The Journey to Housing Stability for Survivors of Gender-Based Violence](#)», publié en juin 2025.